

LE DELEGUE 77

NOUS AVONS DIT: REUSSITE de
l'ENFANT , Rythmes de Vie, Chartes
de la Laïcité et Charte éducative

special COMPTE-RENDU AG2014

Dans ce numéro :

Edito : Le MOT du Président Et accueil des partici- pants	P1
Rappel JOURNEE	P2
Rapport d'activité et complément	P3
Implantation dden	P7
Rapport moral	P8
Rapport de trésorerie	P11
Ateliers de l'AG 2013	P13
Compte-rendu AG	P15
Renouvellement CA	P19
Photos conviviales	p20

ACTUALITÉ

• RENDEZ-VOUS

Le Samedi 27 Septembre 2014 pour
la tenue de l'AG ordinaire de l'UD
DDEN77

- Le Président de l'UD DDEN77, le
Conseil d'administration ont accueilli
à Vert St Denis à la section MGEN77
45 participants..
- Réunion Pdts_Ca le 11
octobre pour l'élection
du Bureau.
- site: www.ferijule.org
- Bonne rentrée à tous!
- Et bonnes relations locales

Allocution d'accueil,

E
d
i
t
o
r
i
a
l

Monsieur le président, cher Michel Boruta, monsieur le directeur, cher Alain Hummfer (un habitué de nos ag), Patricia, Dorothée et chers amis de la Mgen, vous nous faites honneur et amitié en recevant les DDEN77 dans vos murs.

L'accueil des participants est comblé par un moment de convivialité dès le seuil de vos portes et nous le poursuivrons à la pause méridienne lors de notre buffet dressé par Air'Eva.

Mais je ne veux pas dans cette réunion à caractère statutaire et néanmoins officielle ne pas saluer très cordialement, Mesdames la Ministre et Sénatrice Nicole Bricq, Marie Richard Vice-présidente du Conseil général... J'excuserai madame la Rectrice et madame la Préfète appelées à des fonctions supérieures, de même que madame l'Ia-Dasen, retenue familialement... Des amis de l'école publique sont aussi parmi nous et je citerai la Fcpe 77 (M. Azzam), les Pep77 (Jacqueline, non moins assidue à nos ag), les Francas 77 (leur directrice Bernadette Durand), d'autres représentants d'organismes intéressés et vigilants à l'éducation des jeunes citoyens, dont la Fsu—snuipp (Gisèle Cuco et Sandrine Bourguignon), qui auront le temps de s'exprimer au sein des ateliers, entre autres.

Il est de tradition à chacune de nos assemblées de saluer celles et ceux qui se sont éloignés du fait de leur état de santé ou de leur disparition. Les DDEN doivent avoir cette proximité pour ne pas oublier les « anciens » qui nous ont tracé la voix. L'Histoire de l'Ecole universelle a besoin de consolider cet état d'esprit : salut Suzanne ou Bertin, Michèle et vous qui avez marqué, anonymes du grand public la démarche de laïcité ! Jean-Pierre Roussary, dden honoraire a accepté

mon invitation et est venu présenter ses trois ouvrages largement inspirés de l'histoire de notre pays, sur fond d'école, de ses contrées aux quatre coins du globe et des siècles; il dédicacera. Ce besoin de mémoire est particulièrement important dans le défilé croissant de l'actualité et des crimes de tous ordres dont ceux qui nous replongent dans la barbarie !
== Je vous demande une pensée militante pour eux et pour que la Paix, les Droits de l'Homme et de l'Enfant veuillent exprimer des valeurs universelles !

'Une « ère nouvelle » a démarré à la rentrée 2013 par une volonté affirmée et sans doute maladroite à certains aspects, mais les lobbies, les tentatives de manœuvres personnelles et politiciennes n'ont pas été retenues ; il convient tout de même de n'être pas « angéliques », ..., car si les recherches de solutions pratiques d'éducabilité perdurent depuis un siècle, le respect des droits des Enfants a encore un champ de progression possible !

Le Ministre « éphémère » Benoit Hamon sollicitait la sagesse des DDEN pour la « paix scolaire » ; notre rôle pour la médiation et l'exigence qualitative vont s'exprimer tout au long de la journée. Deux ateliers sont proposés qui doivent, sinon voler haut et rester dans des absolus idéalistes, du moins accompagner l'Enfant par tous les rouages des circuits éducatifs. Cette AG a la volonté, sinon l'utopie de vouloir resserrer les liens laïques : consolidons les bases de l'édifice, sachons promouvoir pour ne pas tomber dans les culs de basse fosses de l'oubli des Lumières. Sachons créer les conditions d'un rassemblement constructif et rythmé!

Le Président départemental et de l'Union des DDEN 77





MATIN DÉROULEMENT A CONFIRMER SUR PLACE

08h00
Accueil par le Bureau des organisateurs



MATINEE

08H45 - ACCUEIL des participants à l'Assemblée générale des DDEN de Seine et Marne
Secrétariat—Trésorerie- Feuille de présence et d'émargement - REMISE DES DOSSIERS
Procédure de vote pour le renouvellement du CA et rapports statutaires.

09h00 - OUVERTURE DES TRAVAUX:Présentation de la Délégation
Allocution du Président Départemental -complément au RAPPORT MORAL-
Présentation de la Journée –
Présentation des candidats au renouvellement du C.A.

09h35 - REFLEXION en ATELIERS/ **Cohérence et complémentarité**

Les RYTHMES de Vie globale de l'ENFANT

Quel PARTENARIAT Laïque pour accompagner les mesures: Charte de la Laïcité et Charte Qualité éducative

En temps périscolaire et dans le temps des acquisitions scolaires

11h30 - *Pré-synthèse des commissions par les animateurs des ateliers

* Echanges avec les Invités

PROJET DE RÉSOLUTION GÉNÉRALE de l'A.G.-
Actualité de **la CHARTE QUALITE 77**

12h30 - REPAS sur place -BUFFET PARTENARIAL >

APRES-MIDI

14h00 précises

- Suite de l'assemblée plénière statutaire
- Compléments aux rapports :ACTIVITE-TRESORERIE-
- Débats sur les rapports
- Résultat des Votes sur les RAPPORTS
- Composition nouvelle du CA
- Questions diverses inscrites

16h00 - RESOLUTION GENERALE
—Mandats aux représentants de l'UD DDEN 77

16h25 - CONCLUSION de la JOURNEE
par le Président de l'Union DDEN 77

16h30 - Fin des Travaux

Avec les remerciements des DDEN à tous les Participants qui contribuent à l'objectivité et la qualité des relations partenaires.



Assemblée Générale – Vert Saint Denis-27 septembre 2014

RAPPORT d'ACTIVITÉ – (2013-2014)

En raison de surcharge de travaux, nous avons décidé de décaler dans le temps, notre Assemblée Générale jusqu'au 27 septembre 2014. Quinze mois après l'AG de Chelles, le constat est confirmé: les travaux n'ont pas manqué, mais les avancées ne sont pas à la hauteur des espérances. Retraçons l'activité ininterrompue en trois groupes: les dossiers permanents, les événements ponctuels, et un fonctionnement «délicat».

I – Les dossiers permanents –

A) La REFONDATION de l'école publique – Il convient de rappeler que l'ambition clairement exprimée était de refonder l'école publique. Le Gouvernement avait choisi de commencer par un premier thème, celui de la « réforme des rythmes scolaires », mais la refondation souhaitée par tous impliquait aussi des avancées sur les programmes, sur le métier d'enseignant, et sur de réels efforts pour donner à chaque enfant les moyens de sa réussite ; et la loi d'orientation votée en juillet 2013 l'a bien pris en compte. Mais une loi d'orientation n'est qu'un début, et une loi de programmation eût été plus satisfaisante.

La seule réforme des rythmes scolaires (bien limitée, et nous aurions préféré une réforme des rythmes de l'enfant) qui venait de prendre son envol avec le Décret du 24 janvier 2013, dit «décret PEILLON», a été bien accueillie par un certain nombre de municipalités seine et marnaises, 33 exactement (soit 18% des enfants scolarisés), qui ont mené, tambour battant, les dialogues nécessaires, dégagé des budgets et des moyens adéquats, pour une mise en place dès septembre 2013. Elles ont «essuyé les plâtres», corrigé très vite ce qu'il fallait adapter aux réalités du terrain ; elles méritent notre respect.

Les 419 autres municipalités concernées peuvent se ranger en 3 catégories, celles qui avaient besoin de temps pour mettre en place un Projet Éducatif Territorial(ou adapter celui qu'elles menaient) en septembre 2014, celles qui, en général à faibles effectifs scolarisés, se sentaient débordées pour gérer les nouveaux rythmes correctement (malgré les explications abondantes fournies et les aides financières possibles mises en place), et celles qui se retranchaient derrière une position strictement politicienne. Celles de ce dernier groupe, qui ont réussi pendant longtemps à mystifier parents et enseignants, ont été mises en demeure d'appliquer les textes, et vont finalement retenir des horaires non discutés et n'offrir que des «garderies» prolongées aux enfants et à leurs familles. Au moment de la rédaction du présent rapport, plus de 30% des enfants n'auront, au mieux, que des «garderies» en guise de TAP(Temps d'Activités Périscolaires), sans aucune garantie en terme d'encadrement.

Car il existe un véritable scandale: dès lors qu'elles acceptent, même contraintes, d'appliquer la réforme «en termes d'horaires», les communes auront vocation au fonds d'amorçage et au complément éventuel(Dotation de Solidarité Urbaine), pour l'ensemble des enfants scolarisés. Donc, certaines communes vont bénéficier d'avantages sans la moindre contrepartie en terme de services rendus

Je n'aurais garde d'oublier le décret du 7 mai 2014, dit « décret Hamon », qui dénature complètement le projet initial. En permettant le regroupement de TAP sur une seule demi-journée par semaine(et donc, 24 heures scolaires en 8 demi-journées), avec même un caractère rétroactif(pour les communes qui avaient entériné un projet plus approprié), le Ministre Hamon permet d'abandonner complètement un des arguments les plus forts de la réforme, à savoir la diminution quotidienne du temps scolaire. Et il permet, cerise sur le gâteau dans le cas des TAP organisés le vendredi après midi, de compliquer la tâche des enseignants, dont la très grande majorité se plaignent déjà des 2 jours consécutifs de repos. Entre les communes qui n'organiseront que des garderies et celles qui ont opté pour des TAP regroupés sur une seule demi-journée, nous n'allons pas manquer de travail de médiation et de contrôle. Si, au niveau départemental, le CDEN a, de fait, pris la place du Comité de suivi », localement, partout où des TAP sont organisés, exigeons et investissons les comités de suivi locaux.

B) Les Congrès fédéraux –

Gérard Gaudefroy et moi-même avons « couvert » celui de 2013, à Troyes, et Nicole Labarre et Hervé Villacampa, celui de 2014. Les congrès fédéraux sont des manifestations annuelles, statutaires, dont l'organisation est relativement «figée», et les débats en grande partie «contraints».

Mais, celui de 2014 était exceptionnel, exceptionnel par son numéro, **cent**; exceptionnel par le lieu, les salons de l'Hôtel de Ville de Paris, exceptionnel par la présence du Ministre en personne... et pour nos deux délégués, exceptionnel par les votes auxquels il leur a fallu prendre part (Résolution Générale, élection d'Administrateurs); exceptionnel enfin, car la proximité permet à 3 auditeurs seine et marnais d'y assister.

Exceptionnel aussi pour les DDEN d'Île de France, et ceux de Seine et Marne en particulier, sollicités pour être les



«petites mains», sans lequel(le)s l'accueil n'eût pas été réussi. Derrière Jean Paul GRAS, coresponsable de l'organisation générale du Congrès en tant qu'Administrateur fédéral, nous avons été une quinzaine de Seine et Marne à l'organisation, à un moment ou à un autre; 6 réunions préparatoires en comité d'Île de France depuis un an, une présence durant 3 jours, soit à l'entrée de l'Hôtel de Ville (sécurisation oblige!), soit à l'accueil des salons où se tenait le congrès, soit à l'accompagnement de l'excursion dominicale (Blandy, Vaux le Vicomte...). Un grand merci à tous.

C) Deux «rentrées scolaires» -

S'il est un domaine où des améliorations pouvaient avoir lieu, c'est celui de la gestion des effectifs; car la Seine et Marne avec 270 postes attribués entre la rentrée 2013 et celle de 2014 a reçu deux dotations relativement importantes. Certes, en deux rentrées, il aura fallu accueillir près de 4.400 nouveaux élèves. Nous aurions aimé avoir plus de transparence sur les choix faits, ne serait ce que pour nous assurer du respect des consignes ministérielles: meilleur accueil des plus petits, un maître de plus que de classes, lutte contre l'échec scolaire, amélioration de la formation continue. Mais l'audience accordée en janvier par l'Inspectrice d'Académie, pas plus que les CDEN(régulièrement pollués par des discours aussi véhéments qu'inappropriés, de certains représentants syndicaux), n'ont permis de constater une volonté réelle d'amélioration. Certes, à chaque rentrée, tout est presque correct sur le papier; mais très vite, force est de constater que les remplacements d'enseignants absents restent aléatoires, et, à en croire les enseignants, la formation continue insuffisante; quant aux RASED, si je puis me permettre ce jeu de mot, on semble en avoir fait table rase en Seine et Marne.

A signaler, cependant (même si cela occasionna le report très tardif du CDEN dit «de rentrée»), le lancement le 9 septembre 2013, par Vincent Peillon, alors Ministre, à la Ferté sous Jouarre, de la «Charte de la Laïcité».

II – Des événements ponctuels -

1) Le renouvellement quadriennal –

Sa préparation, avancée lors de l'AG de Chelles, a été finalisée fin mai 2013, et entérinée après un CDEN début juin. L'Administration a connu, ici et là, quelques ratés dans les notifications, mais Jean Paul GRAS a réglé au mieux les dysfonctionnements signalés (qui ne sont pas de notre fait). Ceci dit, comme au niveau fédéral, constat d'un léger effritement de nos effectifs.

2) Théorie du genre, «retrait» et ABCD de l'égalité -

Non contents d'avoir perdu leur combat politique sur le mariage pour tous, d'aucuns ont trouvé un nouveau cheval de bataille avec l'expérimentation de l'ABCD de l'Égalité, inventant (ou ranimant) une «théorie du genre» montée autour de mensonges éhontés et de propos déformés; ils ont même fomenté une action dite «du retrait de l'école», le 1^{er} de chaque mois, qui, bien qu'illégal, a connu un certain succès en février avant de tomber en désuétude. Le bruit fait autour de cela a conduit le nouveau Ministre, fin juin, à prendre une nouvelle initiative, de suppression du titre «ABCD de l'Égalité», dans le même temps où il généralisait l'apprentissage de l'égalité dans les écoles. Il n'en reste pas moins qu'en terme de communication, cela est apparu comme un recul. Certes, contrairement au décret du 7 mai, ou au report de la date de la rentrée, l'intérêt de l'enfant semble ici, maintenu; mais, de recul réel en recul apparent, nous, laïcs, sommes inquiets de nouvelles décisions qui pourraient être prises (par exemple sur l'accompagnement des sorties scolaires)

3) Les élections municipales -

Faute de pouvoir interroger tous les candidats, l'UD avait suggéré aux Délégations de le faire. Nous avons eu peu de remontées. Par contre, il est de fait que les changements d'équipes ont parfois des conséquences sur les horaires(cf ci-avant sur les rythmes), sur l'existence et/ou le contenu des TAP, sur la gestion locale du « péricolaire »(y compris dans le cas de changements d'équipes de même bord politique) N'oublions pas notre compétence en matière péricolaire, ni notre mission de vigilance autant que de médiation.

4) Les participations et rencontres extérieures -

Participations aux congrès départementaux de la FCPE, ou à telle ou telle conférence (Savigny le Temple, juin 2013, les Violences scolaires, avec **Éric DEBARBIEUX**; Chelles, décembre 2013, la Laïcité, avec **Jean Paul GRAS**, **Jean Paul PLANCHOU**, ...).

Les contacts avec les organisations syndicales d'enseignants se font surtout lors des CDEN, mais l'écart entre leurs discours d'avant 2012 et leurs discours actuels est si important qu'il semble difficile de relancer la Charte Qualité Éducation. C'est dommage !

III – Un fonctionnement «délicat» -

Les 15 derniers mois ont été difficiles pour les instances de l'UD DDEN 77. D'abord avec les décès en septembre 2013 de **Michèle RAGAIN**, administratrice (qui s'est battue jusqu'au bout contre une maladie implacable), et en mai 2014, de **Bertin LEIZEROVICI**, vérificateur aux comptes (décédé brutalement alors que quelques heures auparavant il exerçait encore concrètement sa mission de DDEN). Ensuite, avec les « non renouvellements », que nous respec-

Suite page 6 >>>>>

Complément au rapport d'activité

Deux mois après le rapport d'activité écrit que chacun a reçu, un Ministre éphémère nous a quittés, qui marquera l'Histoire comme étant le seul Ministre de l'Éducation Nationale de la Vème République à n'avoir pas fait de rentrée scolaire, mais aussi comme auteur d'un décret qui va à l'encontre de l'objectif de la réforme des rythmes, ainsi que d'une décision illogique (le déplacement de la rentrée scolaire) qui revient à ôter une journée scolaire ; sans parler de l'annonce prématurée de l'apprentissage du langage informatique à l'école ; et malgré cela, il aura marqué le 100ème congrès fédéral par sa capacité en matière de communication.

Une autre Ministre l'a remplacé, pleine de bonne volonté, et dont les positions développées dans ses fonctions ministérielles précédentes, laissent augurer des positions fermes et progressistes sur quelques points, tel l'égalité filles-garçons, par exemple.

Les maires seine et marnais « réfractaires » à la réforme des rythmes n'ont quasiment pas osé franchir la ligne blanche de l'illégalité, mais trop d'entre eux ont tergiversé au lieu de préparer sérieusement la mise en place de Temps d'Activités Périscolaires (TAP). Les résultats de terrain sont moins calamiteux que ce que nous pouvions craindre, mais aussi moins efficaces que ce que nous eussions pu espérer. De ceux qui n'ont mis en place ni TAP, ni garderies, à ceux qui ont peaufiné des TAP complexes et remarquables, on constate une grande diversité : ceux qui ont tout fait pour dissuader les parents de demander TAP ou garderies, ceux qui ont mis en place des garderies payantes alors qu'ils vont pouvoir prétendre au fonds d'amorçage de l'État, ceux qui n'ont mené aucun dialogue avec parents, enseignants, équipes éducatives et associations, ceux qui ont « profité » du décret « HAMON » pour revenir en arrière et organiser des TAP sur une seule demi-journée, et parfois le vendredi après midi, ceux qui ont tenté de maintenir les 8 demi-journées, en proposant des jours de scolarité supplémentaires en juillet ou août,...

Force est aussi, n'en déplaise à certains, de constater **le grand écart** entre les enseignants « de base », qui dans leur très forte majorité affirment les bienfaits des 5 matinées d'activités scolaires dans le cadre de leur rôle de transmission des savoirs, et certains de leurs représentants syndicaux qui n'en sont pas convaincus !

Au niveau de l'Éducation Nationale en Seine et Marne, nous redisons que « trop d'informations tuent l'information », et regrettons l'absence de documents synthétiques ; nous regrettons le manque de réactivité au niveau des CDEN (exemple : nous découvrirons peut être en novembre comment s'est faite, à la rentrée de septembre, la répartition des postes créés, et si compte a été tenu des annonces du Ministre sur le renforcement de l'accueil de la petite enfance, sur l'amélioration des moyens en direction des élèves handicapés et sur l'opération « un maître de plus que de classes » ; nous avons constaté une organisation correcte sur le papier, de la rentrée, mais aussi des difficultés rapides de remplacements et de communication sur le rôle et la diversité des professeurs stagiaires.

Au niveau DDEN, trois compléments ponctuels : d'une part, un oubli, dont j'ai prié l'intéressé de m'excuser, celui de la démission rapide du CA en mai 2013, de notre collègue Alain FUDAL ; d'autre part, la réélection au 100ème congrès, de notre Président en tant qu'Administrateur Fédéral pour 3 ans, enfin la correction demandée suite à la parution du « Délégué 100ème Congrès » du résultat du vote sur la Résolution Générale (la Seine et Marne a porté ses deux mandats sur l'abstention). Chacun a pu voir, sur le Bureau la médaille que l'UD77 a reçue pour sa participation à l'organisation dudit 100ème Congrès.

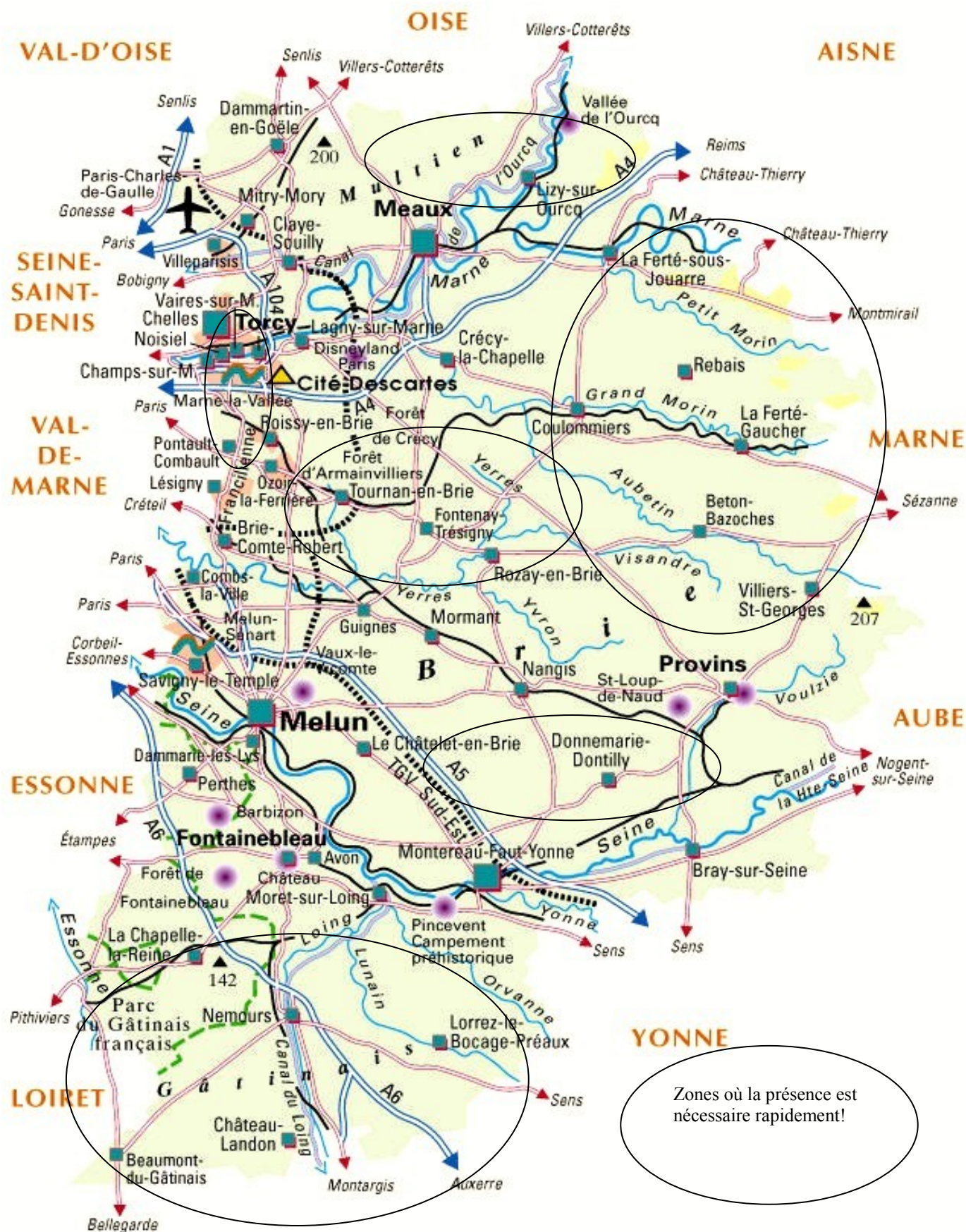
Au niveau DDEN, toujours, si la situation est parfois brouillonne au Comité Régional d'Île de France, le « vécu » seine et marnais est inquiétant : Zones géographiques non couvertes, Délégations vivant en autarcie, CA qui risque de sortir à peine renforcé de notre AG. (note du rédacteur: en fait, l'élection de deux nouveaux membres, la réélection de trois « sortants », et surtout l'arrivée entérinée aussitôt, de 2 « auditeurs » au CA, sont des motifs d'espoir). Car le travail ne manque pas.

- Comment faire face avec 120 DDEN inégalement répartis aux besoins de 1.102 écoles réparties sur 452 communes ?
- Comment faire face à la défense de la Laïcité, qui, plus que jamais dans l'actualité nationale et internationale, se révèle une nécessité impérieuse ?
- Comment faire face à la volonté réaffirmée par tous, d'actions pour l'intérêt des enfants, alors que des partenaires tirent à hue et à dia, en toute incohérence, pour défendre prioritairement des intérêts financiers ou corporatistes ?

Plus qu'à une approbation d'un rapport d'activité étoffé, c'est à un sursaut que je NOUS appelle en conclusion, un sursaut pour renforcer notre présence, un sursaut pour un travail et une prise en charge plus collectifs, un sursaut pour définir nos choix prioritaires au service de la Réussite éducative de chaque enfant.

Le 27 septembre 2014

Le Secrétaire : **Pierre WYLLEMAN**



Mesdames, Messieurs,
chers Collègues et Amis de l'Ecole publique et de la Réussite des Enfants,

L'Assemblée générale ordinaire

Nous sommes réunis à une date inhabituelle pour la tenue de nos assemblées générales. Ce léger différé tout à fait compatible avec les statuts de l'union départementale est du :

1. à l'engagement pour l'organisation du 100^{ème} Congrès national de la Fédération.
2. A l'actualisation de la mise en œuvre des mesures sur les rythmes scolaires

La proposition a trouvé sa justification, bien imprévisible, du fait des aléas politico-relationnels qui nous ont largement préoccupés ; faudrait-il encore ajouter aux résultats municipaux, un puis deux remaniements gouvernementaux, le décret Hamon de mai 2014. La remise quasi à zéro des programmes préparés a pris un temps certain, mais le 100^{ème} Congrès s'est tenu une satisfaction d'ensemble et le respect des contraintes de trésorerie. Un CDEN prévu le lundi 07 juillet a pu être avancé in extremis au vendredi 4 juillet . Ce furent des semaines contraignantes, au cours desquelles de nombreuses familles durent supporter les non décisions à la fois des municipalités, de l'inspection académique et des arbitrages éventuels de la Préfète, de la Collectivité territoriale et de la Rectrice.

Bien entendu sous le slogan de l'intérêt majeur des enfants !

Notre rendez-vous de fin septembre, quelques jours après la rentrée nous donne un peu de recul du fait de l'observation des évaluations pour les communes phares qui ont mis les rythmes en place dès la rentrée 2013 ; les premières semaines de l'année scolaire nous permettent d'avoir ressenti la réalité du territoire, selon que les choix des mairies comportent ou non des actions éducatives organisées hors champ scolaire.

100^{ème} Congrès de la Fédération

Un mot sur le 100^{ème} Congrès qui durant 4 jours a su accueillir près de 350 personnes et mobiliser pour l'aide à l'organisation aux hôtels et principalement à l'Hôtel de Ville de Paris une trentaine de collègues franciliens dont plus du 1/3 de seine et marnais. C'est un effort remarquable et remarqué et je veux simplement citer l'hommage rendu par le Président, au nom du Conseil fédéral et de l'ensemble du congrès avec une montée des collègues à la tribune et me permettant un mot au micro. Des dons d'unions ont été recensés dont le nôtre de 300€ ; des dons individuels furent également cités, dont quelques collègues 77. Le reçu fiscal et le diplôme de donateur étaient prévus.

Le défi était de gérer dans une enveloppe étudiée et adaptée aux contraintes financières de la fédération, donc de notre bien commun! L'Union 77 avait deux délégués mandatés et nos collègues Nicole Labarre et Hervé Villacampa nous ont représentés avec une efficacité active et très relationnelle ; il faut les saluer pour une première participation. Trois auditeurs libres ont pu suivre les travaux selon leur propre rythme et ont su échanger au sein de la manifestation et dans le cadre des règles statutaires.

Bien modestement, votre président responsable chargé de l'organisation locale, a fait feu de tous bois et particulièrement avec le Service protocolaire et de sécurité de la Mairie ; en même temps, sans la présence très active de nos collègues sur laquelle je savais pouvoir compter, la tâche aurait été rude. Si l'on a remarqué ma disponibilité et mon sourire en toutes circonstances, c'est que j'avais dès 2011 envisagé avec vous un temps de partage et d'équipe. Bien entendu, ce sont les avis des participants qui permettent une plus effective objectivité et relativité pour leur temps de présence. La présence d'un Ministre de tutelle est également une charge à gérer dans le cadre d'une institution qui a ses règles de fonctionnement ordonnées, sinon rigides ! La volonté et la volonté de faire mieux connaître le rôle d'un Dden ont sans doute permis de confirmer le choix de Paris pour ce Congrès, même si les relais médiatiques sont bien difficiles, hors sensationnel !



Hôtel de Ville

Les rendez-vous suivants, comme l'œuvre quotidienne, pourrons aussi rebondir sur les moments qui ont besoin de recalage. Le Congrès s'est poursuivi par un détour gagnant en Seine et Marne en partenariat avec le Conseil général. Le car acheminait 50 congressistes à Blandy les Tours où une pause gourmande attendait avec le Conseiller Jean Dey et les médiateurs de l'Office du Tourisme 77 ; une visite guidée a ravi les participants. La suite de la journée se déroulait à Vaux le Vicomte, autre joyau historique; le groupe déjeunait sur place et était accompagné par deux co-organisatrices bénévoles et moi-même qui avait fait une présentation orale et vidéo dans le car, puis distribué à chacun un livret-guide préparé à trois ! Un rendez-vous en septembre est organisé à la fédération au sein d'un Comité francilien afin de remercier à nouveau les unions participantes (hors les Yvelines) et de leur remettre symboliquement un trophée 100^{ème} Congrès ainsi qu'il en a été le fait lors du Congrès aux autorités, partenaires laïques et collègues distingués.

Partenariat et Charte Qualité Educative

Le partenariat et bien entendu laïque est une de nos motivations et un axe de recherches qualitatives au cours des années qui passent.

Mais, il ne suffit pas de mettre des mots au fronton des édifices, rappeler le sens de la République et asseoir notre exigence..

Le sens historique est une acception qui doit se conjuguer en dynamisme et en œuvre plus présente et qui ne se contente pas de formalisation louable au demeurant. La recherche d'un appui rassembleur avait conduit à la suite de nombre réunions à produire un texte qui nous honore : La Charte Qualité Educative pour la réussite des Enfants et des Jeunes en Seine et Marne. Belle envolée mais épreuve comparable au soufflé qui passé sa sortie en juin devint peu actualisable par des formations dont l'actualité était devenue autre.

Bien sûr, depuis 2010, de l'eau a coulé sous les ponts et « notre Charte » ne donnait pas de ressort pour une exploitation relayant l'objectif initial. Peut-être plus, d'ailleurs. Les DDEN n'ont pas lâché le fil d'Ariane et dans le labyrinthe de l'effort éducatif, ils poursuivent leur direction et le thème retenu pour cette AG de mise en œuvre de mesures nouvelles, en indique la volonté. Quelle méthode? La première aurait été de réunir pour réunir et nous avons l'expérience des bancs vides ou occupés par politesse! La seconde confirmée le 1^{er} septembre dernier veut que nous sachions nous positionner et montrer une force d'entraînement et donc de conviction entre nous et des amis laïques qui ont le projet de créer les conditions de relais éducatif au sein de la communauté éducative, sans arrière pensée de récupération, de clientélisme ou de promotion, mais bien d'idéal fort à relayer très largement et qui soit en même temps une forme collective de proposition, de remarques et de volonté de construire, de semer les fondements de la réussite pour le plus grand nombre. Comment des laïques pourraient-ils continuer de voir bafouer l'essence même de la construction individuelle et collective, créer les conditions de la citoyenneté et de la liberté de conscience ? On ne peut converger, échanger, voire mutualiser les énergies sur un socle humaniste en restant sur des itinéraires parallèles et visant un idéal de valeurs très proches. Apprendre à se connaître et reconnaître doit nous lier avec un objectif bien redéfini qui, pour les Dden, part des besoins éducatifs de l'Enfant alliés à ceux créant les conditions de la réussite du citoyen éclairé. Nul corporatisme ne pourrait en effet naviguer sur un styx ou un étang clos, sans accepter les courants d'onde claire et oxygénés. Grandir dans un fond stagnant ne peut nourrir des alevins au milieu de prédateurs et de multiples polluants.

Trouvons ensemble, chers collègues et vous amis laïques, le sens d'un renouveau pour bâtir un collectif propre aux échanges avec tous les acteurs engagés ; faisons en sorte que les préliminaires consignés en 2010 à Nangis et qui ont reçu de prestigieux encouragements aient pu mûrir au gré de l'actualité et des relations du terrain. La base existe, il faut construire l'ossature et les mesures des rythmes de vie de l'enfant donnent la matière pour nous engager plus concrètement avec les amis dont c'est la vocation et le métier de



nous éclairer ; nous porterons alors les arguments dans les 504 communes et les 1006 écoles publiques. Le relais s'impose rapidement et l'aventure a déjà perdu trop de temps !

Le renforcement des forces et ressources des DDEN

C'est une volonté, certes, mais le mode d'emploi nous échappe. Sa réussite est liée aussi au développement du partenariat.

On ne peut être efficace qu'en étant plus présent sur le terrain ; il s'agit donc d'être mieux informés, mieux structurés, mieux à l'écoute des relais et bien plus: mieux disposés à l'action pédagogique pour que le sens éducatif prenne une réalité de pouvoir de rencontre, de négociation, d'exigence, de proposition réaliste qui colle au projet engagé avec les rythmes scolaires, sans doute, mais plus encore, le rythme de vie de l'enfant. Ce doit devenir une priorité qui analyse le territoire, les ressources humaines, les circuits, les attentes et les freins de toutes sortes. L'entraide est un enjeu et la représentation une force à partager pour conjuguer nos synergies !

L'union 77 équilibre ses forces entre deux ou trois renouvellements ; c'est vrai en nombre, mais le renouvellement doit se réaliser en âge. La perte de repères dans le tiers des délégations depuis 15 années est patent d'où une faiblesse et par contre coup une fragilité quand les événements nous demandent de décupler nos présences. On ne suit pas assez de conseils d'écoles par le fait d'un calendrier et de pratiques d'évictions depuis 2008. 9 demi-journées devraient donner plus de temps pour être à l'école ; la perte du samedi matin est très préjudiciable.

Je crois que c'est par l'exemple, la pugnacité, la rencontre de parents, de retraités, par des projets dans l'école, par le suivi des rythmes et l'application de nos compétences inscrites dans le Code de l'éducation et l'innovation, l'incitation, le dynamisme des délégations..que nous inverserons le cours de la vie des militants laïques au sein de l'école publique et des structures périscolaires.

Je veux néanmoins saluer les jeunes collègues qui s'investissent et franchissent le pas après quelques participations à nos travaux, au congrès, à l'aide au collectif francilien. Le vote est bien entendu en attente, mais l'appel renouvelé se fait entendre doucement. Je réitère mon souhait de voir un représentant de chaque délégation membre du conseil d'administration de l'union. De même, le partage des responsabilités est un besoin et peut passer par des déplacements ou doublette ou tripllette. Le calendrier des rencontres permet aussi de pouvoir se rapprocher des délégations qui le souhaitent.

L'AG aura aussi à poser la question de la candidature 2015 pour son organisation !

Je rappelle solennellement que Pierre et moi n'assurerons plus de responsabilité départementale en 2017, année de renouvellement quadriennal; l'union 77 doit vivre et la relève n'est pas prête; le temps presse et le recrutement, formation interne doivent sans délai apporter des ressources neuves et pérennes.

Mise en place..

La formation-information des DDEN

Elle découle de ce qui est dit plus haut et l'AG 2014 doit prendre une résolution globale en ce sens.



<<< Parmi les décors
de la Mairie de Paris

* * * *

>>> accueil par
l'Adjointe aux Affaires
Scolaires,
Madame Cordebard



Assemblée Générale Ordinaire – VERT St Denis - Samedi 27 septembre 2014

RAPPORT DE TRESORERIE 2013

Préambule : Pierrette BRAGUE avec l'aide du président a assuré le suivi des comptes 2013.

Le plan comptable installé sous ms-excel est utilisé avec la présentation adaptée du modèle fédéral. Afin de ne pas présenter des montants lourds, le principe de la diminution de dépenses, comme de l'atténuation des recettes est appliqué, notamment pour les cotisations dont une part fixe est reversée à la Fédération sur la base des décisions de Congrès. Cette présentation peut faire l'objet d'une révision pour simplification dans le suivi des chapitre R et D. A cet effet, il est rappelé ce qui a été dit aux AG précédentes 1 : le non ajustement de la cotisation départementale depuis trois années crée un déficit de recettes supporté par la trésorerie de l'Union. L'AG 2012 a décidé l'ajustement de la cotisation à 26€ dont 8,50+8,50 euro reversés à la fédération. La demande de la Fédération 27€ et le Congrès de paris a voté un ajustement de 1€.

La vérification des comptes a eu lieu le 1^{er} septembre à La Ferté sous Jouarre et le quitus délivré à la trésorière.

A noter que les trois vérificateurs aux comptes ont malheureusement fait défection pour cause de décès et déménagement. Notre collègue et ami Rémy RAISIN a répondu, au débotté, à notre sollicitation et doit être remercié.

RAPPORT FINANCIER 2014/ 2013

Libellés	2013			
Compte Chèques Postaux :	5 255,38 €			
Compte Tonic Plus	2 448,05 €	intérêts acquis: 45,13€ + 43,90€ = 89,03€		
association C Mutuel - 460				
Livret Crédit Mutuel	2 774,23 €			
Total actif au	31/12/2013			
	10 477,66 €			

Ressources :

Activer le recrutement pour s'appuyer sur quelques rentrées complémentaires.

Recenser les avoirs des délégations en sommeil

Transmission des trésoreries des délégations *sans consolidation*

Montant des cotisations :

Le montant de la cotisation 2013 pour les DDEN 77 a été maintenu à **26 Euros**. L'union supporte le différentiel. Le Congrès a voté un ajustement annuel pour 2014 et 2015.

Il conviendrait de passer la cotisation à 28€ ou bien l'Union continuera d'assumer le différentiel.

La décision revient à L'AG 2014.

Charges : A maintenir l'effort de rigueur pour envisager des projets d'accompagnement éducatif

Perspectives 2014 et suivantes:

L'organisation du 100^{ème} Congrès à Paris a mobilisé les collègues qui se sont investis dans l'aide à l'organisation à l'Hôtel de Ville. L'Ud77 a fait un don et supporté des frais de fonctionnement en secrétariat et tirages. Un diplôme de donateur est délivré et un trophée réservé à l'Ud engagée.

Le renouvellement 2013 a fait apparaître une stagnation globale de nos ressources humaines : environ 110 candidats.

- A la rentrée 2014, 5 nouveaux candidats sont en instance de nomination par le CDEN
- Suivi rigoureux du FICHER des Délégués, adhérents et honoraires77 .
- Les règlements des cotisations pour l'année n+1 sont débités de préférence à partir du 1^{er} janvier pour faciliter leur suivi par exercice comptable et la mise à jour du fichier fédéral.
- Les nouveaux candidats qui ont reçu un avis favorable des IEN sont inscrits à la fédération pour le fichier « routage » et peuvent recevoir gracieusement une ou deux revues ; ils tombent du fichier national si l'enregistrement de l'adhésion au tarif en vigueur n'est pas enregistré

- Le fichier routage est mis à jour avant chaque impression de la revue trimestrielle.
 - Les droits de vote pour l'AG ordinaire sont acquis en application des statuts de l'Union et le règlement de la cotisation de l'année n-1.
 - Les MATERIELS et équipements de l'union sont maintenus en état de fonctionnement.
 - La Ville de Dammartin en Goële a changé de majorité mais n'a pas fait opposition à la mise à disposition d'un bureau
 - Le site « ferijule.org » est mis à jour assez régulièrement et aurait besoin de plus de participation.
 - L'Accès internet a été rétabli au local, ce qui permet de travailler en meilleure autonomie
 - Les Dden ont accès à la page restreinte par mot de passe
 - Accès libres pour faire connaître l'organisation, l'actualité des Dden dans l'environnement éducatif, permettre une communication par internet (filtrée) , mettre en ligne des documents, des liens.. Il faut noter quelques retours d'enseignants, mairies, parents.
 - CHARTE EDUCATIVE..., un espace est d'ores et déjà réservé pour information.
- Remarques et suggestions attendues. A noter que le Délégué77 n'a reçu aucune proposition, suggestion.. ce qui montre la qualité de l'œuvre ou le peu d'intérêt des consultants.

Partenariat du Conseil Général 77 :

- L'AG doit entendre combien, il est agréable de sentir les DDEN 77 estimés et soutenus par la Collectivité territoriale. Je tiens à souligner l'écoute du Président, de Marie Richard, des Services et l'aide est reconduite pour cet exercice.
 - Une dotation complémentaire devrait accompagner notre dévouement actif pour le 100^{ème} Congrès. Ce geste partenaire viendra à propos éviter le recours au prélèvement sur nos réserves.
- Je pense aussi que cette reconnaissance est plus largement consentie dans l'assemblée départementale.

Pierrette Brague
Trésorière

J. Paul Gras
Président de l'UD

Rémy Raisin
Vérificateur aux Comptes



Rémy RAISIN,
vérificateur aux comptes de l'association
a vérifié et fait des contrôles par épreuve.
Il demande à l'Assemblée générale de voter le quitus à la trésorière.

Charte de la Laïcité – C'est une initiative de l'Éducation Nationale, lancée (à La Ferté sous Jouarre) le 9 septembre 2013.

Constats :

- Elle est affichée dans toutes les écoles.
- Les enseignants l'appliquent naturellement.
- Mais elle n'a pas été « appropriée » par la majorité des Parents.

Propositions :

- Utiliser les carnets de correspondance et les sites « Internet » des écoles, pour la diffuser ;
- La faire mettre à l'ordre du jour d'un prochain Conseil d'école, et montrer des exemples d'application.
- Faire de la Journée de la Laïcité, un temps fort de communication.

Charte Qualité Éducative (COE) – C'est une spécificité seine et marnaise, née en 2010 à l'initiative des DDEN.

Mais elle reste méconnue, hormis les initiés ; sa compréhension est difficile ; certains de ses contenus ont évolué.

Propositions :

- Actualiser la Charte avec les Partenaires ;
- Réactiver les groupes de travail avec les partenaires pour les explications, le suivi (collectif, mais aussi particulier à chaque partenaire) et la communication autour de la Charte ;
- Définir, toujours, les objectifs : Comment ? Avec qui ? Vers qui ? Pourquoi ? , cela dans un travail collectif avec les partenaires ;
- Solliciter les « décideurs » : Éducation Nationale, « politiques », pour des actions concrètes de son 'application.
- Formation interne des partenaires rédacteurs.



L'Atelier Charte Laïcité
et
Charte Qualité Educative



Louisette ROBERT, animatrice de l'atelier, rappelle les étapes vécues : d'une part, dans le cadre de la Refondation de l'école publique, le Gouvernement, à l'automne 2012, s'était saisi des constats anciens, avalisés dans un rapport de l'Académie de Médecine, en 2010, et des préconisations de cette dernière : classes les mercredis, cohérence des temps(scolaire et périscolaire) dans la durée(journée, semaine, mois, année) et des alternances(7 semaines/2 semaines) ; d'autre part, un premier décret « dit **PEIL-LON** », relativement ferme sur les 9 demi-journées hebdomadaires, n'avait pas rendu obligatoires, mais seulement « conseillés » les Temps d'Activité Périscolaires(TAP) ; enfin un 2ème décret «dit **HAMON** » permettait à villes et communes de s'exonérer de l'objectif des 9 demi-journées, en « bloquant » les TAP sur une seule demi-journée, voire même le vendredi après midi ! L'organisation des TAP, non obligatoire, était soumise à des contraintes de qualification et de taux d'encadrement, mais permettait, au delà du fonds d'amorçage mis en place par l'État pour 2013/2014(et reconduit pour 2014/2015, puis 2015/2016) aux communes de récupérer des aides des Caisses d'Allocations Familiales.

Les DDEN participant à l'atelier font part de situations extrêmement diverses, d'une commune à l'autre : de celles qui ont voulu faire les choses convenablement, voire dès septembre 2013, à celles qui ont méconnu les textes et opposé une inertie totale, de celles qui ont tenté de détourner la colère des parents vers l'État, à celles qui ont cru s'attirer les bonnes grâces des enseignants, en instaurant les TAP le vendredi après midi, de celles qui ont « in extremis » et dans le désordre le plus complet, mis en place de simples garderies peu sécurisées à celles qui ont profité des élections pour diminuer les prestations envisagées (parfois même en l'absence de changement d'équipes municipales, le constat est alarmant en Seine et Marne).

La FCPE, tout en stigmatisant l'État pour n'avoir pas pris tous les moyens nécessaires, et avoir reculé devant certaines pressions, souligne aussi les trop nombreux refus des élus locaux de faire des choix prioritaires en faveur de l'enfance et de la Jeunesse. Le constat est fait aussi des dérives qui consistent à augmenter la pause médiane pour diminuer sensiblement le nombre de bénéficiaires des TAP(en particulier en évinçant ceux qui en auraient le plus, besoin!), ou à refuser la mise en place de comités locaux de « suivi » de la réforme

Une représentante syndicale rappelle que son organisation dénonce depuis 3 ans la municipalisation de fait de certains temps d'éducation, et ne pense pas qu'un bilan positif puisse être tiré, coté enseignants, du travail sur 9 demi-journées(discours contraire à celui que nous entendons dans les écoles!)

Certaines collectivités ont été, heureusement, cohérentes, et fait le choix d'organiser des TAP de bonne qualité, avec participation importante et gratuite des enfants.

Si des problèmes sont apparus sur la sécurisation des passages entre temps scolaire et temps périscolaire, la solution a vite été trouvée avec la mise en place de coordinateurs (ou référents) municipaux, qui sont de vraies interfaces entre enseignants, parents et enfants.

Si des difficultés sont apparues dans les écoles maternelles, en particulier pour les très jeunes enfants, le bon sens et la présence des ATSEM ont vite remédié à ces problèmes.

Des préconisations – Accroître notre vigilance sur les dialogues, les mises en place et les suivis, Inciter et Veiller à des organisations de TAP de qualité, garantis par des animateurs formés et compétents. Accepter une certaine décentralisation, mais « bornée » par des textes et par l'intérêt général. **Dénoncer inlassablement à tous les niveaux nécessaires, les dérives et les inégalités territoriales.** Fluidifier les échanges entre tous les partenaires, car l'enfant est un tout, qui, selon les moments, connaît une vie scolaire, une vie périscolaire, une vie familiale, ...

Les FRANCAS insistent, comme les DDEN, sur cette globalité de l'éducation de l'enfant. **L'objectif national était ambitieux.**

État et collectivités locales doivent en dégager les moyens financiers et humains.

Enfin, la réforme territoriale qui se prépare, est à suivre de près, qui risque de modifier considérablement les compétences territoriales.



Rendre compte d'une Assemblée Générale, et de près de 6 heures de débat, est chaque année, une gageure, car il faut traduire toutes les facettes évoquées, succinctement pour ne pas incommoder celles et ceux qui ont vécu la journée, mais en étant compréhensible pour celles et ceux qui n'ont pu venir à Vert Saint Denis.

*Je m'y attelle, et **Jean Paul** fera la mise en page, pour en rendre la lecture intéressante.*

Accueillis dans les locaux de la M.G.E.N, par **Michel BORUTA**, **Alain HUMMLER**, **Patricia** et **Dorothée**, nous étions une cinquantaine le matin, dont des représentants de « Partenaires » : M.G.E.N, F.C.P.E, Francas, SNUIPP, mais aussi, en fin de matinée, **Nicole BRICQ**, Sénatrice de Seine et Marne, et **Marie RICHARD**, Vice Présidente du Conseil Général de Seine et Marne, ainsi qu'un DDEN honoraire, notre ami **Jean Pierre ROUSSARY** que nous avons eu grand plaisir à revoir.

Jean Paul GRAS, en introduction, annonce les excuses de l'ancienne Préfète (partie le 31 août en Picardie), de Madame la Rectrice, de **Jean Jacques BARBAUX**, nouveau Président de l'Union des Maires de Seine et Marne (**Jean Paul** est invité à partager l'animation de l'atelier sur les rythmes, organisé le 10 octobre, dans le cadre du Congrès de l'Union des Maires de Seine et Marne), et de **François MORIN** Inspecteur d'Académie adjoint.

Il a une pensée pour celles et ceux qui nous ont quittés : **Michèle RAGAIN**, **Bertin LEIZEROVICI**, décédés tous deux depuis l'AG de Chelles, **Loïc DANIEL**, parti plus vite que prévu dans les Pays de Loire, **Robert COHEN**, descendu plus



récemment dans le Var, et ceux, tels **Pierre GARAC** ou **Marinette PELUX**, qui n'ont pas souhaité, ou pu, être renouvelés en 2013. Enfin, d'une phrase, il évoquait le contexte international barbare, dans lequel nous tenons l'AG.

Michel BORUTA, Président de la M.G.E.N 77, rappelle les valeurs (trop souvent bafouées aujourd'hui) qui sont celles des Laïcs, et des adhérents de la M.G.E.N : Liberté, Égalité, Laïcité, et Solidarité (Recevoir selon ses besoins et payer selon ses moyens). La M.G.E.N œuvre pour le bien être de ses membres, ce qui passe aussi par un travail de prévention et d'accompagnement. Enfin, il nous souhaite bienvenue et bons travaux.

Présentation des 2 ateliers -

Gérard GAUDEFROY, animateur de l'atelier sur « les Chartes et les Partenariats » :

Charte de la laïcité : Quelle application, actuellement ? Quels moyens nécessaires ?

Charte Qualité Éducative : Qui la connaît ? Comment la réanimer ?

Louissette ROBERT, animatrice de l'atelier sur « les Rythmes » :

Que contiennent les circulaires ?

Quelles applications concrètes actuelles ?

Quel intérêt pour les enfants ? Quelles améliorations souhaitées ?

Les ateliers ont fonctionné de 9h35 à 11h30.

A la reprise de séance globale, pré-synthèse des deux ateliers -

A) Pour l'atelier sur la réforme des rythmes, **Élisabeth TISSIER**, au nom de l'atelier, rappelle que cette réforme, partie seulement de la Refondation de l'École publique, avait des objectifs ambitieux, mais que trop d'aléas sont intervenus pour tenter d'en empêcher la mise en place.

De sorte que l'on constate des situations très diverses : « Là où il y a eu une volonté, il y a eu un chemin », qui est passé par de nombreux dialogues, des débats, des embauches, des compétences et des formations, et des corrections rapides de dysfonctionnements constatés.

L'État aurait dû être plus ferme (et fixer des limites à ne pas franchir), plus exigeant aussi à l'égard des collectivités locales, mais plus cohérent (en matière de financement, mais également d'intégration).

La grande majorité des enseignants « de base » reconnaissent le bien fondé du retour à 9 demi-journées, dont 5 matinées,

par rapport à leur mission de transmission de savoirs.

En tant que DDEN, il nous faut, à tous les niveaux, suivre de près cette réforme, exiger des comités de suivi (et en être membres), clarifier les rôles de chacun au sein d'actions partenariales, et rappeler INLASSABLEMENT aux décideurs que l'intérêt de l'enfant doit être prioritaire, et traduit dans les actes.

B) Pour l'atelier sur « Chartes et Partenariats », **Nicole LABARRE, au nom de l'atelier**, souligne que la Charte de la Laïcité semble appliquée partout, mais que les parents ne semblent pas se l'être appropriée, sauf exception ; La Journée de la Laïcité pourrait être une occasion de la valoriser. (la FCPE souligne les difficultés rencontrées en matière de « voile », et la nécessaire sécurisation indispensable, en tenant compte de la décision du Conseil d'État, si on veut éviter de nouvelles dérives de ce type, ou du genre « journées du retrait »).

Nicole LABARRE, sur la « Charte Qualité Éducative »(CQE), demande qu'elle soit collectivement réactualisée, et ses objectifs précisés, que les partenariats avec les signataires soient réactivés, et que les « décideurs politiques » soient sollicités ; enfin elle souhaite une formation en interne des partenaires.

En intervention rapide, **Alain FUDAL** rappelle que Monsieur **ALBARELLO** était signataire de la CQE (preuve s'il en était besoin, que les bonnes intentions ne suffisent pas), tandis que **Philippe MARTIN**, à partir des problèmes de voile, explicite clairement, que dans le cadre (société civile) d'une réunion de conseil d'école, le port du voile ne pose pas problème, alors que dans le cadre d'une sortie scolaire (mission de service public), la Laïcité ne permet pas le port du voile.

Interventions extérieures -

Jean Paul GRAS accueille et remercie **Nicole BRICQ**, Sénatrice de Seine et Marne, et **Marie RICHARD**, Vice Présidente du Conseil Général de Seine et Marne, *L'une et l'autre indéfectibles soutiens des DDEN 77, de leur présence qui nous honore.* Il souligne aussi l'aide particulière du CG77 à l'organisation du 100ème Congrès.

Marie RICHARD présente les excuses de **Vincent EBLE**, Président du CG77, et confirme le soutien du CG77 aux DDEN, et plus largement aux acteurs engagés en Seine et Marne (Parents, Enseignant, DDEN) pour la réussite globale de l'enfant, dans le cadre des valeurs républicaines.. La réussite éducative est une priorité absolue du CG77, tant au niveau de compétence qui est le sien (collèges) qu'aux autres niveaux, et en particulier au niveau universitaire (contrat de plan en cours de négociation).

Jean Paul GRAS souligne l'importance, y compris pour les DDEN, des débats en cours sur la réforme territoriale, qui risque d'impacter les compétences actuelles. Il remercie aussi, **Jean Pierre ROUSSARY**, DDEN honoraire, et écrivain, de sa présence et de ses combats partagés.

Nicole BRICQ, prévenue en arrivant (et par la lecture d'un quotidien) de la banalisation de la matinée du lundi 13 octobre par la Rectrice, pour permettre aux enseignants de débattre de la réforme des programmes, est intervenue directement auprès de **Najat VALLAUD BELKACEM**, Ministre de l'Éducation Nationale, sur ce qu'elle estime être un dysfonctionnement. Elle rappelle que l'école publique occupe une place fondamentale dans le parcours éducatif de chaque enfant vers la réussite. La France et l'Europe doivent prendre toute leur place dans ce domaine. Elle regrette que, ici ou là, l'E. N, mais aussi Pôle emploi ne trouvent pas toujours le nombre d'enseignants nécessaires. L'effort pour l'Éducation de tous est une priorité nationale, qui implique qu'à tous les niveaux, les moyens soient dégagés et mis en place. Et c'est bien l'un des rôles des DDEN d'interpeller les « décideurs politiques » sur leurs priorités.

Sur la Laïcité, certains problèmes sont récurrents (tel celui du « voile » déjà pointé en 1989).

Nous ne devons pas hésiter aussi à interpeller les « médiateurs et médiatrices » de l'E. N, quand des problèmes locaux le justifient. Et savoir faire passer des messages (exemple : lors des accueils en mairies ou en préfecture des « naturalisés »).

Apéritif et pause repas furent les bienvenus ; ce moment particulièrement convivial, permit à notre chanteur des rues chellois (**Alain FUDAL**) de faire reprendre en chœur « Les amants de Saint Jean ».



Comme il est de tradition, l'après midi fut un temps plus « statutaire » ; ont donc été évoqués :

- Le complément de rapport d'activité(cf. Texte, par ailleurs), qui, après explication de vote, fut adopté à l'unanimité, **moins une voix « contre »**. **Alain FUDAL** attire l'attention sur le remplacement à assumer, de l'équipe « Formation », dont deux membres sur trois sont partis. **Jean Paul GRAS**, précise pourquoi nos 2 délégués au 100ème congrès se sont abstenus sur le vote de la Résolution Générale, à savoir le fait que nous parlons depuis des années de « Réussite Éducative Globale », alors que le texte présenté au congrès était centré sur la réforme des rythmes.

- Le rapport financier, présenté par **Pierrette BRAGUE**, ainsi que le rapport du vérificateur aux comptes (**Rémy RAISIN**, qui, au pied levé a remplacé **Bertin**, décédé, **Marinette**, non renouvelée, et **Robert**, parti dans le Midi) donne lieu à :

La Trésorière obtient le quitus de l'ASSEMBLEE GENERALE



- deux questions « techniques »(charges payées d'avance, produits perçus tardivement) ;
- une mise au point sur le rôle du vérificateur aux comptes ;
- deux engagements(envoi du certificat d'assurance, meilleure présentation matérielle des comptes à l'avenir) ;
- des précisions sur les remboursements de frais, et sur le bénévolat (temps et argent) global des DDEN77
- au vote du quitus à la trésorière, à l'unanimité.

- Proposer un budget prévisionnel

2014 à la veille du dernier trimestre n'aurait que peu de sens. D'où renvoi au CA à venir, pour présenter une proposition qui tienne compte de la Résolution Générale que nous adopterons. Par contre, la cotisation 2015, afin d'assurer l'augmentation de 1 € adoptée lors du 100ème congrès fédéral, est votée à 28 €, au lieu de 27 € (Unanimité **moins deux abstentions**).

- L'AG élit, ou réélit, à mains levées et à l'unanimité, les candidats au CA : **Pierrette BRAGUE**, **André VERNIN**, **Pierre WYLLEMAN**, **Christian LACOSTÉTÉ** et **Muriel LEFEBVRE**, et prend acte des candidatures de 2 « auditeurs » : **Michel FERRI** et **Marie Claire POPHILLAT**. De même, elle élit comme Vérificateurs aux comptes : **Rémy RAISIN** et ...

- Présentation et adoption (sous réserve de relecture sur la cohérence du texte) du projet de **Résolution Générale de l'UD77** (cf document annexe) ; **Jean Paul GRAS** rappelle que lui-même et **Pierre WYLLEMAN** quitteront le CA à leur prochain renouvellement

Questions diverses -

a) **Jean Paul GRAS** présente l'enquête sur les Rythmes, qui, remplie avec l'aide des collectivités, des enseignants, devrait être un bon indicateur de la vie scolaire et périscolaire.

b) De même, il présente le « Rapport de visite des écoles publiques », outils actualisés et internes pour un meilleur suivi 2013-2017 des écoles.

c) 2 dates annoncées :

- **le 11 octobre(matinée), à Pontault-Combault, réunion des Présidents et du CA.**

- le 10 novembre, à Melun, Conseil Départemental de l'E.N, ayant à connaître...du bilan de la rentrée scolaire...sauf report toujours possible !

d) **Jean Pierre ROUSSARY** nous propose son aide en particulier pour la promotion de la CQE.

e) Selon l'actualité, nous ne nous interdirons pas d'élargir certaines réunions à nos « partenaires ». ; mais de là à fournir nos listes de responsables, il y a matière à réflexion et à réciprocité (certaines Délégations l'ont fait avec la FCPE).

f) **Jean Paul GRAS** annonce que la Fédération sera reçue dans les semaines à venir par la Ministre de l'E.N .

Enfin, **Jean Paul** remercie à nouveau nos hôtes d'un jour, et tous les DDEN présents.

Compte rendu selon notes de P. Wylleman

RESOLUTION GENERALE

Les Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale de Seine et Marne (DDEN77), réunis en Assemblée Générale à Vert Saint Denis, le 27 septembre 2014, ont travaillé plus particulièrement sur deux thèmes :

- La Refondation de l'école publique, et plus particulièrement la « Réforme des rythmes de l'Enfant » ;
- L'application de la « Charte de la Laïcité » et de la « Charte Qualité Éducative » (CQE)

La Réforme des rythmes de l'Enfant -

Les DDEN77 avaient accueilli avec satisfaction l'annonce, à l'automne 2012, de cette réforme qui avait un double but :

d'une part, mieux tenir compte des rythmes de l'Enfant, en revenant à un temps scolaire réparti sur 9 demi-journées au lieu de 8, et d'autre part, accroître les chances d'accès à la culture générale des enfants des milieux défavorisés.

Deux ans plus tard, force est de constater un décalage sévère entre les objectifs annoncés et les réalités vécues, en Seine et Marne notamment. Et les 20 mois écoulés depuis le « décret Peillon », qui auraient dû être un temps de préparation active, de dialogue et d'une mise en place correcte de la réforme, sont devenus un mauvais parcours d'installation de chausse-trappes, un triste parcours où les bonnes intentions affichées ont laissé place aux égoïsmes et conservatismes les plus inadmissibles.

Certes, des collectivités locales, de tous bords, ont fait des efforts louables pour respecter la lettre et l'esprit des textes, et nous remercions avec intérêt.

Mais nous constatons amèrement de très nombreuses dérives : refus de tout dialogue de certaines collectivités locales avec les partenaires normaux ou concernés de la réforme, refus nombreux de mise en place de Temps d'Activités Périscolaires (TAP), incitation active en direction des familles à ne pas demander de TAP ou de simples garderies, et parfois mise en place de garderies payantes à la place des TAP (malgré l'accès au fonds d'amorçage mis en place en 2013 et reconduit), organisation de TAP regroupés sur une seule demi-journée (et parfois, le vendredi après midi), changement d'horaires parfois retenus pour les TAP du milieu d'après midi vers la pause méridienne (ce qui diminue sensiblement le nombre de bénéficiaires), avancée des horaires d'études surveillées, en lieu partiel des TAP,...

Si chacun a mis en exergue « l'intérêt de l'enfant », les DDEN s'inquiètent de ces pratiques qui dénaturent totalement la réforme, et ne cachent pas leur inquiétude. Avec les partenaires concernés, ils exigeront, à tous les niveaux (national, départemental, local), un « suivi » régulier de l'existant et une mise en conformité des réalisations passées et actuelles avec les textes et les priorités de l'éducation nationale.

L'application des Chartes (Charte de la Laïcité et Charte Qualité Éducative) -

Au moment où l'actualité tragique nous rappelle que la Laïcité, déjà mise à mal dans la vie courante, est ignorée de ceux, lâches et criminels, qui au nom prétendu d'une religion, tuent et invitent à tuer tous ceux qu'ils considèrent comme des mécréants, **il convient de proclamer avec force, ainsi que l'a fait la Fédération Nationale des DDEN lors de son 100ème congrès (juin 2014), l'importance incontournable de la Laïcité, seule garante du « Vivre Ensemble » dans le respect de chacun**

Les DDEN77, en 2010, ont été à l'initiative de la Charte Qualité Éducative ; elle a été signée ou/et soutenue par nombre d'institutions : syndicats d'enseignants, collectivités locales, associations, et de nombreux particuliers. Mais les aléas et bousculades de la vie ont très vite estompé l'enthousiasme suscité par et autour de ce document, condition nécessaire d'avancées vers une réussite éducative globale de chaque enfant.

Les DDEN77 vont proposer à leurs partenaires signataires passés et actuels, une actualisation concertée de la Charte, un rappel des objectifs, et des démarches communes vers les décideurs, éléments indispensables d'un avenir concret et prometteur.

Sur le plan « interne » de leur fonctionnement), les DDEN77 décident de retenir deux priorités absolues :

- d'une part, le recrutement et la formation de nouveaux collègues, militants laïques ;
- d'autre part, le suivi et les incitations nécessaires, en tous lieux et en direction de tous organismes décisionnaires en matière éducative, des deux thèmes évoqués ci-avant.

A Vert Saint Denis, le 27/09/2014.

L'ACTUALITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION à la date de l'AG ordinaire 2014						
	Nom, Prénom	élu(e) au CA en	Renouvela- bles en	Délégation	Vu CA	AG
1	BRAGUE Pierrette	2014	2017	Pdt/La Ferté s/Jouarre	Oui	élue
2	LACOUSTETE Christian	2014	2017	Pdt/Rozay en Brie	Oui	élu
3	LEFEBVRE Muriel	2014	2017	Pdt/La Ferté s/Jouarre	oui	élue
4	VERNIN André	2014	2017	Pontault-Combault	Oui	élu
5	WYLLEMAN Pierre	2014	2017	Union Départementale	Oui	élu
		Vérificateur(s) aux comptes				
1	RAISIN Rémy	2014	2015	Chelles	oui	
2					ag	
			Rappel			
6	BOUCHER Brigitte	2013	2016	Dammartin en Goële		
7	GRAS Jean-Paul	2012	2015	Dammartin en Goële		
8	LANGLET Jacques	2012	2015	Meaux		
9	LOYEZ Jean-Eric	2012	2015	Chelles		
10	VILLACAMPA Hervé	2012	2015	Dammartin en Goële		
		Auditeurs				
	FERRI Michel			Chelles		
	POPHILLAT M-Claire			Chelles	ag	

Bureau sortant (UD)-

Président: **Jean Paul GRAS.**

Vice-Présidents: **Jean-Eric LOYEZ, Michèle RAGAIN**(décédée).

Secrétaire: **Pierre WYLLEMAN.**

Secrétaires adjoints: **Brigitte BOUCHER, Loïc DANIEL**(parti en province), **Hervé VILLACAMPA.**

Trésorière: **Pierrette BRAGUE.**

Trésorier adjoint: **Gérard GAUDEFROY.**

Fonction officielle: Président: **Jean Paul GRAS** Vice-Président **Jean Éric LOYEZ**

Election du BUREAU de l'UD DDEN77

L'élection du Bureau est à l'ordre du jour de la réunion des présidents et du Ca, à Pontault-Combault (salle du Pigeonnier) , samedi 11 octobre de 09:00 à 12:00

Rappels: La proposition pour la fonction officielle est faite au sein des administrateurs en privilégiant un seul élu pour les deux fonctions.

Les présidents de délégations pourront présenter un ou des candidats pour l'UD.> avant le 11/10/14 au secrétaire Pierre Wyllleman.

